

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, pour autant que je sache, ces avantages sont déjà imposables aux termes de la loi actuelle.

L'INCIDENCE SUR LES PERSONNES TOUCHANT LE SUPPLÉMENT  
DE REVENU GARANTI

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Madame le Président, j'ai une très sérieuse question pour le ministre des Finances. Le 27 novembre dernier, j'ai posé une question concernant les impôts indirects et cachés dont sont frappées les personnes âgées. Plus précisément, j'ai demandé si ces impôts indirects dépassaient l'augmentation de \$35 que la Chambre des communes a accordée aux personnes recevant le supplément de revenu garanti. Le ministre a répondu «Non», madame le Président. C'est ce que rapporte le harsard du 27 novembre. Ensuite, dans une question supplémentaire, je lui ai demandé s'il déposerait une étude scientifique étayant sa réponse. Il a dit qu'il était prêt à le faire et a laissé entendre que mes informations étaient inexacts. Aujourd'hui, pendant la période des questions, on m'a remis une lettre portant la signature du ministre d'où j'extrais la phrase suivante:

L'étude en question a été entreprise et j'en déposerai les conclusions l'an prochain.

Le 27 novembre, le ministre ne savait pas. Aujourd'hui, il dit qu'il entreprend une étude et en produira les conclusions l'an prochain. Le ministre a trompé la Chambre le 27 novembre. Il devrait présenter ses excuses à la Chambre.

**Mme le Président:** A l'ordre, je vous prie.

**M. MacEachen:** Madame le Président, j'invoque le Règlement.

**Des voix:** Non.

**Mme le Président:** A l'ordre. Je regrette, mais le ministre des Finances ne peut invoquer le Règlement à ce moment-ci. Il pourra le faire tout à l'heure.

LES ALLOCATIONS DE VOYAGE DES EMPLOYÉS

**L'hon. Jake Epp (Provencher):** Madame le Président, je voudrais poser ma question au ministre du Revenu national. Étant donné que le ministre des Finances lui a refilé la question épineuse des laisser-passer des employés, a-t-il l'intention d'adopter des règlements dans son ministère qui rendraient imposables les privilèges de voyage des employés?

**L'hon. William Rompkey (ministre du Revenu national):** Madame le Président, le ministre des Finances a exposé en termes clairs sa position au sujet de l'imposition des avantages. Mon rôle est d'interpréter la loi. Je le ferai en consultation avec le ministre des Finances. Je puis assurer au député, à

Travaux de la Chambre

l'opposition et aux canadiens que nous le ferons en conformité des grands thèmes du budget: justice et équité.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LES VŒUX DE NOËL DES ORATEURS

**Mme le Président:** Je voudrais à ce moment-ci souhaiter à tous les députés un très joyeux Noël et une bonne et heureuse année. Je me félicite comme eux que nous puissions passer un peu de temps avec nos familles qui, étant donné nos fonctions et notre style de vie, nous manquent beaucoup. Puissent ces jours passés avec vos familles être remplis de joie et d'amour.

● (1200)

[Français]

Joyeux Noël et Bonne et Heureuse Année à tout le monde, le paradis à la fin de vos jours, et beaucoup de bonheur avec les vôtres au cours de vos vacances!

\* \* \*

MESSAGE DU SÉNAT

**Mme le Président:** J'ai l'honneur de faire savoir à la Chambre que le Sénat lui a transmis un message pour l'informer qu'il a adopté sans amendement le bill C-46, Loi régissant l'importation de la viande fraîche, réfrigérée ou congelée et modifiant la loi sur les licences d'exportation et d'importation.

\* \* \*

[Traduction]

PÉTITIONS

DÉPÔT DES RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

**Mme le Président:** J'ai l'honneur de signaler que le greffier de la Chambre a déposé sur le bureau les rapports du greffier des pétitions dans lesquels il déclare avoir examiné les pétitions que certains députés ont déposées le jeudi 17 décembre 1981 et les avoir trouvées conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.

\* \* \*

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

**M. Nielsen:** Madame le Président, le ministre des Finances a déclaré que s'il obtenait le consentement unanime de la Chambre, il ferait une déclaration au cours de la journée. Nous lui avons fait savoir sur-le-champ qu'il avait le consentement de notre parti. Je me demande si le Nouveau parti démocratique pourrait nous dire s'il entend lui accorder lui aussi son consentement.